

## **PRISE DE PAROLE JEUDI 19 MAI RASSEMBLEMENT PSYCHIATRIE**

Comme vous le savez, suite à la visite de la contrôleuse des lieux de privation des lieux de libertés en janvier 2020, la direction de l'assistance publique des hôpitaux de Marseille a mis en œuvre, en pleine pandémie, un projet dit de « restructuration » comprenant le départ de trente-cinq aides-soignants formés et qualifiés, fermeture de lits et de l'unité fermée Cassiopée, un projet sur des activités thérapeutiques et occupationnelles, dont nous attendons toujours ne serait-ce qu'une présentation écrite, ainsi que la perte de prime pour les agents accueillant des patients « D398 ».

Malgré nos avertissements concernant la mise en œuvre de ce projet, nos votes contestataires en instances et nos nombreuses mobilisations déjà menées tous ensemble, cette restructuration a tout de même été appliquée coûte que coûte aggravant de manière significative les prises en charges et nos conditions de travail.

Alors que les besoins augmentent, presque une cinquantaine de lits sont fermés pour les travaux et par manque d'effectifs médicaux générant une surpopulation qui risque de devenir chronique sur les unités en activité. Depuis le début de cette restructuration, la violence explose, les agressions se multiplient. Notre progressif épuisement physique et moral est évident et se traduit par une fuite du personnel et un absentéisme important sur tous les sites accentuant encore nos difficultés sur le terrain.

A l'opposé des demandes de la contrôleuse générale des lieux de privation de liberté, l'ouverture de deux chambres d'isolement thérapeutique en service ouvert a mis en exergue la grande difficulté à prendre charge dignement les patients qui y sont confinés. Bien trop petites pour la sécurité de tous et le confort du patient, parfois sans chambre en regard comme l'avait pourtant également demandé avec force la contrôleuse dans son rapport, certains patients en phase aigüe s'y retrouvent enfermés sur de longues durées qui ne font que compliquer l'amélioration de leur état et donc notre mission: cela n'est plus possible !

Nous avons rencontré la direction vendredi matin, qui bien que reconnaissant enfin les problématiques que nous dénonçons, a, traditionnellement, réfuter chacune de nos propositions d'amélioration. Seul un projet concernant les activités thérapeutiques et occupationnelles géré par des aides-soignants du pôle devrait potentiellement voir le jour...

La réalité, à ce jour, c'est une surexploitation de notre bonne volonté et de nos compétences, une offre thérapeutique minimale qui ne nous permet pas d'envisager d'articuler des demandes de formations diplômantes en relation avec les activités de soins officielles du pôle, une homogénéisation avec centre qui se révèle être une importation progressive stricte de leur mode de fonctionnement et donc une perte de notre culture des soins et du sens de notre travail. Il n'est pas possible de se contenter d'une fausse reconnaissance au travers d'une majoration des heures supplémentaires qui ne fait que masquer les problèmes d'effectifs.

C'est pour cela que nous menons, ensemble, cette rencontre afin d'enclencher un processus de mobilisation et d'être visible au maximum, car c'est ensemble et seulement ensemble, que nous pouvons espérer peser sur ces orientations auprès de notre hiérarchie directe et s'il le faut des instances supérieures !

Nous revendiquons donc à vos côtés :

- Une expertise des risques physiques et psycho-sociaux sur l'ensemble du pôle liés à l'aggravation des conditions de travail entraînant absentéisme, souffrance et fuite du personnel au détriment des usagers (une pétition pour appuyer cette demande circulera bientôt auprès de vous).
- Une unité fermée et sécurisée respectant les droits du patient (USIP)
- Maintien à Sainte Marguerite des aides-soignants restants, formés et qualifiés à la prise en charge de la violence, avec un projet construit pour la mise en place d'activités occupationnelles et thérapeutiques.
- Le retour des aides-soignants contraints d'être parti et qui souhaitent revenir dans leur spécialité d'origine.
- La parité hommes/femmes dans les services sur les recrutements des agents en Psychiatrie.
- Comme nos collègues d'Edouard Toulouse, toujours et encore, comme la loi le permet, le maintien et l'extension de la prime à toutes les unités liées à l'accueil de patients D398.
- L'utilisation réelle des budgets alloués pour la psychiatrie ;
- La garantie du remplacement du personnel absent : maladie, grossesse,... ;
- Une évaluation de la charge de travail dans toutes les unités pour estimer les effectifs nécessaires de jour et de nuit ;
- Une amélioration de l'offre de soin et des formations diplômantes associées et reconnues à leur juste valeur pour le personnel travaillant en Psychiatrie.

Nous souhaitons également proposer, en lieu et place de discussion dans lesquelles nous n'avons que peu de place, une Assemblée générale avec l'ensemble du personnel, la direction, des médecins et les organisations syndicales. Une motion en ce sens et portant nos revendications sera remise en CHSCT sur notre hôpital le 2 juin 2022 à 14H.

Afin de montrer l'importance de notre mobilisation et de nos préoccupations, nous vous proposons de porter ensemble ces demandes en se rassemblant de nouveau à cette occasion à 13H45 le 2 juin et ultérieurement en fonction des événements.

Merci à tous d'être venu et de continuer à mener ensemble la lutte pour pouvoir vivre et travailler dignement.

Nous avons besoin les uns des autres pour avancer sur ces questions, ceux qui vivent sont ceux qui luttent.